

PLÉNIÈRE CONSEIL AGRICOLE ET ALIMENTAIRE L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ Saine ET DURABLE POUR TOUS

13 février 2024 – Hôtel Métropolitain

Compte-rendu des échanges

ORDRE DU JOUR

Comment favoriser un approvisionnement en produits alimentaires de meilleure qualité, sain, durable et local auprès des publics précaires ?

Introduction Patrick PAPADATO et Meriem BOZZO-REY, co-présidents du CAA

Table ronde : *Mise en perspective – La situation de la précarité alimentaire et les limites du système d'aide alimentaire actuel*

Présentation des actions de Bordeaux Métropole sur les questions de solidarité alimentaire

Ateliers – sous format World Café

- Production agricole et solidarité alimentaire
- Restauration collective et solidarité alimentaire
- Don alimentaire
- Cartographie des initiatives de solidarité alimentaire sur le territoire

Vous retrouverez l'ensemble des documents présentés dans le diaporama associé à ce compte-rendu.

INTRODUCTION

Patrick PAPADATO introduit cette première plénière de l'année aux côtés de Meriem BOZZO-REY (CCAS de Floirac), co-présidente du Conseil Agricole et Alimentaire (CAA). Patrick PAPADATO salue l'implication de Meriem BOZZO-REY à la co-présidence et souligne son expertise sur la thématique du jour étant donné ses missions au sein de l'épicerie sociale.

Meriem BOZZO-REY, Co-Présidente du CAA est responsable de l'épicerie sociale portée par le CCAS de Floirac, membre du collège 4 « distribution » du Conseil Agricole et Alimentaire. Le CCAS est adhérent au GALAS qui propose notamment des solutions d'approvisionnement via des plateformes solidaires et un approvisionnement en fruits et légumes frais, locaux et circuits courts.

C'est la première fois qu'une plénière du Conseil Agricole et Alimentaire a pour thème « l'accès à une alimentation de qualité, saine et durable pour tous », enjeux forts dans les objectifs du PAT métropolitain qui permet de toucher l'accès au plus grand nombre à des produits de qualité et en particulier les publics précaires. Le système de l'aide alimentaire est à un tournant et se retrouve à bout de souffle, il est donc essentiel aujourd'hui de se poser la question sur les actions à mettre en place de manière efficaces. Pour trouver des solutions adéquates et innovantes, il est important qu'une pluralité d'acteurs échange ensemble ; les plénières du Conseil Agricole et Alimentaire mêlant tous les acteurs du système agricole et alimentaire, elles demeurent des lieux d'échanges riches et permettant de prendre de la hauteur et débattre sur des thématiques à enjeux. La source du jour : l'article du Monde sorti en version presse le 14 février 2024 : « [La galère des étudiants pour mieux manger](#) » qui mentionnent plusieurs expérimentations menées sur le territoire comme l'initiative de Sécurité Sociale de l'Alimentation portée par le CREPAQ et la GEMME et l'action d'aide alimentaire pour les étudiants de LINKEE.

TABLE RONDE « MISE EN PERSPECTIVE – LA SITUATION DE LA PRECARITÉ ALIMENTAIRE ET LES LIMITES DU SYSTÈME D'AIDE ALIMENTAIRE ACTUEL »

Ce premier temps a pour objectif d'introduire la thématique du jour, avec une mise en perspective sur la situation de la précarité alimentaire en France et sur le territoire. Il s'agit aussi d'évoquer les limites actuelles du système d'aide alimentaire. Ainsi, les acteurs locaux de la solidarité alimentaire et du système alimentaire dans son intégralité cherchent à innover pour dépasser ces freins et permettre un accès à une alimentation de qualité, saine et durable pour tous et plus particulièrement pour les plus précaires.

Cette table ronde, animée par Carla QUIVIGER, en charge des questions de solidarité alimentaire dans l'équipe PAT de Bordeaux Métropole, doit permettre de poser le contexte et un retour d'expérience via l'intervention de :

- Margaux ALARCON, Bordeaux Sciences Agro - INRAE
- Nathalie CARTON DE WIART, CCAS Cenon
- Emmanuel DURIEUBLANC, LINKEE – Excusé

Compte-rendu des prises de parole de la table ronde

- La prise de parole de Margaux ALARCON, d'INRAE :

Ses travaux portent sur la transformation des systèmes alimentaires (SA), en particulier leur réorientation vers plus de justice sociale, économique, et environnementale dans le cadre de travaux sur la transition juste et la durabilité juste. Dans les faits, des systèmes alimentaires fondés à la fois sur :

- Les inégalités d'accès à l'alimentation,
- Les inégalités environnementales vécues par les acteurs des systèmes alimentaires (producteurs et consommateurs notamment),
- Les vulnérabilités du vivant et des agro-écosystèmes.

Margaux ALARCON coordonne avec Nathalie CORADE, chercheuse en économie territoriale à BSA, le programme de recherche « [SEREALINA](#) » ; programme de recherche-action sur la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires.

1. La précarité alimentaire : un des marqueurs du manque de durabilité des systèmes alimentaires.

L'analyse de la durabilité dans SEREALINA conduit à identifier les effets des SA actuels sur différents plans :

- Des vulnérabilités nombreuses face à des perturbations externes, renforcées par un manque de durabilité
- Dégradation des écosystèmes
- Des inégalités socio-économiques : valeur ajoutée, précarité...
- Les limites de la gouvernance alimentaire : manque de vision partagée, de transversalité et de participation aux choix des modèles agricoles et alimentaires
- L'incapacité à assurer la **sécurité alimentaire** : c'est-à-dire d'après la [FAO](#), 1983 : *la possibilité physique, sociale et économique pour tous les individus de se procurer à tout moment une nourriture suffisante, saine et nutritive, permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.*

Qu'est-ce que la précarité alimentaire ?

La conjonction d'une pauvreté économique et d'une série d'empêchements socio-culturels et politiques dans l'accès à une alimentation durable et approprié aux préférences alimentaires de chacun qui entraîne le recours à l'assistance, dans un contexte où le pouvoir d'agir est contraint.

La situation de précarité alimentaire prend en compte différentes dimensions : économiques, inégalités sociales et inégalités de santé, choix et pratiques culturelles.

C'est un terme apparu dans les années 1990 en France, issu de la notion de précarité : *une situation d'instabilité rendant impossible pour l'individu de se projeter financièrement et dans ses activités professionnelles ou relationnelles.*

2. La géographie de la précarité alimentaire : espaces, publics, données

A l'échelle nationale :

- **16% de la population française** en 2023 ([étude CREDOC](#)) ;
- Une hausse depuis la pandémie covid et l'inflation ;
- Une diversité d'espaces et de publics touchés ;
- Un phénomène urbain et rural ;
- Populations variées qui évoluent : petites retraites, personnes aux minimas sociaux, personnes qui travaillent mais aux faibles revenus, familles monoparentales, personnes sans véhicule, étudiants (avec covid : étudiants et chômeurs)



En Nouvelle-Aquitaine :

Il n'existe pas d'enquête quantitative à cette échelle, mais le diagnostic de 2022 montre des signes de la précarité alimentaire :

- **13,6%** des habitants sous le seuil de pauvreté en 2018 ;
- **13,6 millions** de repas servis par les Restos du cœur 2020-2021

Les territoires sont plus ou moins exposés au regard de :

- La vulnérabilité individuelle socio-économique (âge, capacités de mobilité –véhicule, handicap-, situation et statut économique, sentiment d'exclusion et de stigmatisation)
- L'environnement et l'accessibilité alimentaire (distribution spatiale de l'offre alimentaire, accès à aide alimentaire, offre de transport)

Dans le cadre de SEREALINA, le Département de la Creuse a été étudié, permettant d'identifier, le taux de pauvreté le plus fort à l'échelle de la région, avec des inégalités dans la répartition spatiale des commerces et de l'aide alimentaire, et une exposition différenciée à la précarité alimentaire à l'échelle territoriale.

A l'échelle de Bordeaux Métropole :

Dans le cadre d'un stage réalisé par une étudiante de BSA en 2022 encadrée par Bordeaux Métropole, sur les solidarités alimentaires sur le territoire, quelques chiffres clés ont été identifiés. (suivre ce [lien](#), si non fonctionnel envoyer un mail)

On observe un taux pauvreté inégal à l'échelle du territoire : **14% en moyenne** (Insee, 2018) qui subit des variations selon les communes de 3,7 % à Saint-Aubin-de-Médoc à plus de 25,5 % à Lormont et Cenon.

Les communes de la rive droite sont les plus défavorisées avec un indice désavantage social important.

L'indice de désavantage social prend en compte les revenus des foyers mais aussi sur des critères sociaux comme le nombre de familles monoparentales, le taux de chômage etc.

3. Finalement quelles questions cela pose au niveau territorial :

De plus en plus de territoires se saisissent de ces questions, suite au covid-19 et dans le contexte d'inflation actuel.

Cela pose des questions de gouvernance via **la coordination des acteurs et des actions**, et la coopération.

La précarité alimentaire embarque **l'ensemble du système agricole et alimentaire** (à la fois le complexe agro-alimentaire : production, transformation, distribution, consommation etc.) ; et l'environnement/le contexte politique, légal, social, économique dans lequel il se situe. Ce sont donc des réponses à apporter à différents niveaux, sur différents plans pour réfléchir la question des **transitions alimentaires**.

Se pose plus globalement la question de la **justice alimentaire** dans la réorientation des systèmes alimentaires, à savoir : le partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et la façon dont la nourriture est produite, transformée, transportée, distribuée, et consommée mais aussi de la **démocratie alimentaire**.

(Processus de gouvernance au sein desquels des collectifs de citoyens décident de leur alimentation en mettant en place les filières d'approvisionnement adaptées et tendent à transformer les systèmes alimentaires vers un modèle agricole et alimentaire choisi, bénéfique pour leur santé.) Une reprise en main de l'alimentation qui repose sur la participation aux choix ; au pouvoir d'agir. (Lang, 1999)

▪ La prise de parole de Nathalie CARTON DE WIART, du CCAS de Cenon

Nathalie est coordinatrice des épiceries sociales pour le Centre Communal d'Action Social de la ville de Cenon. Les adhérents à l'épicerie sont uniquement des publics orientés par les travailleurs sociaux de la commune. Deux dispositifs sont mis en place

- Un accompagnement social individuel
- Un accompagnement plus collectif.

Aujourd'hui 150 personnes sont bénéficiaires ce qui représente environ 60 à 70 familles sur l'ensemble des deux dispositifs. Le CCAS de Cenon ne réalise que des achats, avec plusieurs canaux de distribution que sont les Grandes et Moyennes Surfaces à proximité (GMS), le conventionnement avec des producteurs locaux (dans le cadre des travaux menés avec le [GALAS](#)) et le réseau [VRAC](#).

Son travail consiste à accueillir et accompagner les personnes reçues mais aussi de proposer des ateliers cuisines notamment en lien avec VRAC. L'épicerie fonctionne uniquement avec les bénéficiaires, il n'y a pas de bénévoles.

Le CCAS de Cenon est impliqué dans un ensemble de travaux avec d'autres échelons administratifs que sont les relations avec le Département de la Gironde, [UDCCAS](#), [UGESS](#), le GALAS et aussi le groupe de travail CCAS de Bordeaux Métropole.

L'épicerie se trouve au bout de cette chaîne du système alimentaire, et observe directement les impacts sur les populations, notamment une dégradation sur l'impact de la santé, avec un ensemble de freins sociaux auxquels font face ces populations. Ces problèmes de santé sont à la croisée de problématiques notamment des questions environnementales.



Aujourd'hui on est à un tournant, avec la nécessité de faire évoluer les pratiques vers plus de coopération, et une vision plus intégrative de l'ensemble des enjeux de l'alimentation.

Un travail important a été lancé avec les communes de la rive droite qui sont parmi les plus pauvres de la Métropole, notamment avec les actions du [PAT de la rive droite](#) (Lormont, Bassens, Floirac, Cenon).

Quelles sont les limites observées du système d'aide alimentaire aujourd'hui ?

--> Réponse de Margaux ALARCON

On observe différentes typologies de lutte contre la précarité alimentaire :

- **Les pratiques traditionnelles** relèvent de l'aide alimentaire et s'inscrivent dans une perspective d'assistance en réponse à une situation d'insécurité alimentaire.
- **Les pratiques nouvelles** visent à améliorer la distribution de l'aide alimentaire, en allant au-delà de la vision de l'alimentation comme nécessité biologique, en prenant également en compte les aspects sociaux et culturels de l'alimentation. Ces pratiques visent à valoriser les libertés de choix et la diversité des pratiques alimentaires.
- **Les pratiques alternatives** reposent quant à elles sur une conception plus holistique et politique de l'alimentation. Elles constituent des initiatives qui visent à renforcer l'autonomie et à reconnaître les capacités des individus à prendre part à la gestion de leur alimentation. Ces approches considèrent la précarité alimentaire comme une problématique publique à intégrer aux politiques et ne limitent pas leur accès aux individus sur la base de critères économiques.

L'analyse des stratégies de lutte contre la précarité alimentaire à l'échelle nationale en France révèle une structuration historique autour des pratiques et des acteurs classiques de l'aide alimentaire depuis les années 1980, et donc des pratiques traditionnelles, avec la création des banques alimentaires en 1984 et des Restos du Cœur en 1985 (Sèze, 2022). Cette aide prend alors essentiellement la forme de colis alimentaires, de repas gratuits ou à bas prix dans des restaurants sociaux, et de la mise à disposition d'aliments à bas prix (Damhuis et al. 2020).

En France, l'aide alimentaire constitue le principal moyen de lutter contre la précarité alimentaire, mais il est de plus en plus remis en cause.

Les limites auxquelles se heurte aujourd'hui l'aide alimentaire :

- Hausse et hétérogénéité des bénéficiaires
- Crise du bénévolat
- Diminution des sources de financement et d'approvisionnement

Les autres critiques :

- L'aide alimentaire peut apparaître essentielle pour les personnes en situation d'urgence, mais elle n'est souvent pas transitoire et ne constitue pas encore une porte d'entrée privilégiée vers l'insertion sociale
- De plus, l'aide alimentaire peut aussi être asymétrique et source d'inégalités de dignité. Les bénéficiaires peuvent en effet être dans une position de dépendance vis-à-vis de ce qui est proposé en termes de quantité et de qualité, les pratiques d'aide alimentaire pouvant occulter l'aspect social de l'alimentation, notamment, le genre, l'âge et la position sociale. A l'inverse, les personnes donatrices peuvent retirer une image sociale positive et bénéficient d'avantages fiscaux associés aux dons.
- Plus largement, certaines études critiquent le fait que l'aide alimentaire soit devenue une forme de variable d'ajustement de la production agricole.

--> Réponse de Nathalie CARTON DE WIART

La question est multifactorielle et non pas uniquement alimentaire. Quand un CCAS accueille une personne, une évaluation sociale est réalisée (budget, travail, santé, logement). On observe une dégradation sur plusieurs champs ce qui amène à cette précarité alimentaire auprès des publics accompagnés.



Quelles solutions les territoires peuvent trouver ? Quelles solutions à votre échelle essayez-vous de mettre en place ?

Carla QUIVIGER précise que les ateliers permettront également de trouver collectivement des solutions sur le territoire sur certaines thématiques, et qu'il s'agit ici d'avoir une vision large sur les leviers disponibles.

> Réponse de Margaux ALARCON

Aujourd'hui, de plus en plus d'initiatives se développent pour essayer d'améliorer la qualité des produits distribués au sein de l'aide alimentaire ou de renforcer la démocratie alimentaire. On observe un engagement de la diversité d'acteurs, et différentes formes de participation.

Dans le cadre de SEREALINA, l'équipe de recherche s'est particulièrement intéressée au cas de la Creuse, un territoire agricole marqué par la précarité. Les acteurs et les liens qu'ils tissent entre eux se renouvellent avec une volonté de plus en plus importante de travailler en coopération. On observe aussi le déploiement de plus en plus d'initiatives souhaitant développer le pouvoir d'agir : les paniers sont composés en amont par les bénéficiaires à partir de la production locale qui existe ; notamment l'émergence d'épiceries citoyennes, qui n'intègrent pas de critères sociaux. **Ces initiatives réinterrogent et redéfinissent le système alimentaire local.** Néanmoins, la lutte contre la précarité alimentaire est complexe, certains territoires de Creuse n'ont pas d'initiatives, la mobilité est un vrai frein. Le manque de coordination et de collaboration entre les acteurs également ; le Département de la Creuse doit mettre en lien ces acteurs.

--> Réponse de Nathalie CARTON DE WIART

Nathalie insiste sur l'importance de la coopération entre les acteurs, entre les institutions publiques, entre les associations avec un objectif d'aller vers de la mutualisation. C'est pourquoi le CCAS de Cenon est largement impliqué dans un réseau comme présenté en début d'intervention.

Pas de questions de la part du public

PRÉSENTATION DES ACTIONS SUR LA SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE MENÉES PAR BORDEAUX MÉTROPOLE

Carla QUIVIGER présente les actions mises en place dans le cadre de l'axe D du Projet Alimentaire Territorial : « Accès à une alimentation locale, de qualité, saine et durable pour tous » et les perspectives 2024. (cf. *présentation*) qui se déclinent de la manière suivante :

- **D1 : Faciliter l'accès à des jeunes à une alimentation de qualité et lutter contre la précarité étudiante**
 - Appel à projets à destination des associations étudiantes pour la lutte contre la précarité alimentaire étudiante – porté par l'Enseignement supérieur, le Contrat Local de Santé, et le Fonds d'Aide aux Jeunes
 - Soutien technique et financier à une sécurité sociale de l'alimentation étudiante
- **D2 : Animer un réseau d'échanges entre les acteurs de l'aide alimentaire**
 - Création d'un groupe de travail des CCAS (3 rencontres)
- **D3 : Accompagner la valorisation des surplus à destination de l'aide alimentaire**
 - Lancement d'une étude sur le gaspillage alimentaire et la valorisation des surplus de la restauration collective au premier semestre 2024
- **D4 : Consolider et accompagner les initiatives de solidarité alimentaire**
 - Volet financier du PAT avec la campagne de subvention aux associations
- **D5 : Accompagner l'émergence et la consolidation des jardins collectifs.**
 - Action portée par une autre direction de Bordeaux Métropole : pôle végétalisation biodiversité

ATELIERS – sous format World Café

Chaque groupe a tourné sur l'ensemble des ateliers et a donc pu aborder sur l'ensemble des problématiques proposées. Pour chaque atelier, les participants repartent des réflexions des groupes précédents pour les amender, les regrouper. Le dernier groupe à passer en atelier est chargé avec le co-animateur d'écrire les grandes conclusions. Celles-ci ont été présentées par les co-animateurs en plénière.



- **Atelier 1 : Quels types de soutien et interventions publics et/ou privés mettre en place pour renforcer les approvisionnements en circuits courts à travers le don mais aussi l'achat auprès des producteurs du territoire pour les structures de la solidarité alimentaire ? Quels partenariats existants et les réseaux ?**

Animateur : Claire SERES - Bordeaux Métropole / Co-animateur : Meriem BOZZO-REY – CCAS Floirac

Objectif de cet atelier : Identifier les initiatives existantes ou à créer pour la création de circuits courts/ de proximité solidaires en partenariat avec les producteurs métropolitains mais aussi girondins.

Les freins	Les leviers
<p>Prix producteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficile de faire porter la solidarité alimentaire sur des <u>producteurs qui ne peuvent pas baisser leur prix</u> dans le contexte d'une recherche d'une juste rémunération <p>Méconnaissance des acteurs et de leur fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marché public de l'aide alimentaire sont souvent infructueux (dispositif Etat) méconnaissance des acteurs locaux qu'ils peuvent candidater à ce type de marché public. - Manque de connaissance des acteurs de l'aide alimentaire sur l'offre locale dans le cadre de leur nouvelle politique d'achat, - Manque d'un outil d'animation territoriale pour mettre le lien entre producteurs/associations - Manque d'informations de la part des producteurs sur l'existence de ces circuits <p>Logistique de récupération des denrées en circuits de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des bénévoles des associations pour assurer la logistique <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Besoin de mutualisation des moyens humains et logistiques entre associations 	<p>Prix producteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les structures pouvant réaliser des achats : contractualiser avec des producteurs sur des volumes et des prix rémunérateurs. - La réduction des intermédiaires permet de réduire les coûts => Travail des adhérents du GALAS - Développer des contrats annuels entre groupements de producteurs et associations - Développer les dispositifs d'ateliers d'insertion pour produire des produits maraichers à prix intéressant <p><u>Exemple intéressant sur le territoire</u> : Bocal Local : Développement d'une activité de maraichage solidaire sous format d'ateliers d'insertion. Cela permet une production bio à destination des structures de l'aide alimentaire à prix fixe.</p> <p>Centrale d'achat/ Gestion des surplus/ Don</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un réseau type « centrale d'achat » par produits et par territoire pour assurer un prix juste pour tous <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Pour faciliter l'identification et la mise en relation entre producteurs et acheteurs - Utilisation de l'outil de proxidon mise en relation possible entre les producteurs locaux et les associations <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Mettre en avant la possibilité de défiscalisation - Mettre en place un portail internet de contacts producteurs/fournisseurs pour des achats ou invendus à destination d'associations - Communiquer auprès des producteurs la liste des structures qui font des dons et de la distribution (à quel public)



Disponibilité de la production agricole

- Peu de producteurs sur le département
- Saisonnalité des produits
- Disponibilité des volumes en local
- La typicité des productions va influencer sur leur prix et donc la capacité d'achats/ don des acteurs

- Mettre en place une antenne [SOLAAL](#) sur le territoire (facilitateur du don agricole qui accompagne les donateurs pour faciliter les dons)
- Flécher les achats des associations de solidarité alimentaire ([Mieux Manger pour tous](#)) vers les producteurs
- Elargir le champ des collectes à l'échelon régional pour s'assurer des volumes et de la diversité des productions à distribuer (légumes, viande, etc.)

Logistique/Coordination des structures locales

- Mettre en place des solutions logistiques pour acheminer la denrée entre producteurs et consommateurs
- Mobiliser des partenaires qui apportent des solutions de coordination des flux ([servi en local](#) etc.)

Glanage solidaire

- Mobilisation des citoyens pour aller glaner chez le producteur pour réduire le coût de la ramasse (chantier participatif)
- Utilisation du mécénat d'entreprise dans le cadre des politiques RSE pour soutenir et développer des approvisionnements/ distribution de solutions au plus près des besoins
- Ouverture des jardins privés pour le glanage et partage des productions, entretien du jardin : Echanges de service
- Jardins d'Abondance
- Arbres fruitiers en libre accès : site <http://faillingfruits.org> (site qui recense les arbres fruitiers accessibles à tous)

Valorisation des légumes moches

- Travailler sur une mutualisation de la transformation des légumes moches – conserverie solidaire

Développer la solidarité auprès des producteurs, qui sont eux-mêmes un public précaire

- Assurance/Fonds en cas de dégâts climatiques : créer une caisse solidaire entre producteurs et consommateurs pour les récoltes maigres (sous un format proche de celui des intermittents)
- Communiquer sur les initiatives en place ex. Bocal Local
- Faciliter le lien entre les acteurs pour mieux se connaître et reconnaître la situation de précarité de l'autre



▪ **Atelier 2 : Comment faire de la restauration collective un levier pour permettre un accès à une alimentation de qualité auprès des plus précaires ?**

Animateur : Astrid JOUBERT – Bordeaux Métropole / Co-animateur : Anne CASENAVE– GIP GPV

Objectif de cet atelier :

- Dégager différents leviers activables par la restauration collective pour permettre une alimentation saine et durable pour les plus précaires.
- Mettre en avant les initiatives réalisées sur le territoire par les communes, les associations, etc
- Définir les actions à mettre en place pour l'améliorer et définir les échelles les plus adaptées selon les actions envisagées (à l'échelle d'un site de production, d'une commune, d'un groupement de communes, de la métropole, etc.)

Point d'alerte en amont : La solidarité alimentaire et notamment le don alimentaire ne doit pas être géré uniquement sous le prisme du gaspillage alimentaire.

Les freins	Les leviers
<p>Difficultés de la redistribution des produits cuisinés en VRAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Problématique du bac gastronomique et le besoin de reconditionnement au regard de la réglementation de sortie du plastique => Besoin de reconditionnement <p>/ ! Importance de travailler sur les droits et risques de récupération des dons pour les acteurs de l'aide alimentaire.</p> <p>Volatilité des dons => besoin de stock tampon</p> <p>Coût de la logistique du don alimentaire pour les associations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partenariat possible entre communes et associations avec une prise en charge de la collecte par la commune pour redistribution à une association (cas de Libourne) - Réfléchir à une mutualisation de la logistique entre communes et associations <p>Initiative béglaise : le camion de la cuisine centrale (avec agent municipal) récupère les produits secs de VRAC dans un point de stockage de Bordeaux pour les emmener vers un lieu de distribution.</p> <p>Quid des sociétés de restauration ?</p>	<p>La tarification sociale – importance de certifier la qualité des repas et d'une tarification juste pour permettre à l'ensemble des convives d'accéder à au moins un repas de qualité par jour.</p> <p>L'achat via la commande publique de la restauration collective pour faire bénéficier à des épiceries ou associations d'aide alimentaire (mutualisation des achats)</p> <p>Initiative béglaise : Une partie de l'enveloppe alimentaire de la cuisine sera réservée dès cette année pour des denrées achetées par les associations de la ville.</p> <p>La production de repas supplémentaires dédiés dès le départ aux bénéficiaires identifiés en amont par le CCAS ou autres.</p>



<ul style="list-style-type: none"> - Besoin de travailler la rédaction des cahiers des charges pour rendre obligatoire le don alimentaire - Aujourd'hui la banque alimentaire à des convention signées avec Sodexo, Api, Elior pour travailler le don en cuisines en gestion concédée. <p>Il est important de déployer des solutions hybrides, avec une collaboration inter-associations pour s'assurer de capter l'ensemble des dons disponibles sur le territoire.</p>	
<p style="text-align: center;">Les pistes de travail à explorer</p>	
<p>La distribution des repas : Les possibilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récupérer les surplus pour alimenter un temps de restauration organisé par une association (Resto du Cœur, etc.) • Récupérer les surplus pour alimenter un « restaurant solidaire » géré par un CCAS • Récupérer les surplus pour une redistribution en soirée sur site • Distribution via des frigo partagés <p>La tarification : les modalités et la prise en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration dans le budget CCAS ? • Les dispositifs de « Parrainage » de parents volontaires (« format café suspendu ») • Les commerces, ou différents mécènes • La revente à un prix symbolique ou prix coûtant les produits non consommés auprès du personnel scolaire ou du public précaire identifié <p>Le don des surplus</p> <ul style="list-style-type: none"> • A destination des épiceries solidaires et des associations d'aide alimentaire pour les produits bruts • Mais un besoin spécifique d'une logistique du don de produits transformés <p>Les normes sanitaires liées aux reconditionnements</p> <p>Enclencher des discussions avec les services sanitaires pour faire valider les process, notamment sanitaire).</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ DLC courtes => complémentarité à trouver entre les associations entre les capacités à collecter des denrées à DLC courte ou longue <p>Questionnement des flux tendus</p>	



Ne pas oublier les publics précaires :

- **Le personnel de restauration** est souvent lui-même précaire et doit être considéré comme un des premiers bénéficiaires de la récupération des denrées alimentaires
- **Les seniors** et l'importance de l'intergénérationnel – organisation de repas entre les deux publics pour permettre l'accès à un repas de qualité par les seniors précaires mais en favorisant le lien intergénérationnel.
- **Les parents** – redistribution en fin de journée auprès des familles

Aller au-delà de la restauration collective :

- L'objectif pour Bordeaux Métropole est d'inspirer la restauration privée au-delà de la restauration collective
Parallèlement, l'Office de Tourisme porte un programme d'accompagnement à la transition de la restauration commerciale. Dans le cadre de ce programme, en partenariat avec le Chainon Manquant, les adhérents sont invités à travailler des process pour faciliter le don ; notamment dans le cas de l'événementiel.

Zoom sur le Chainon Manquant : Le Chainon Manquant collecte auprès de la restauration collective, et l'événementiel des surplus et livre le même jour à des associations de distribution solidaire. La livraison en camion frigorifique permet la collecte de don avec des DLC du jour ; don inaccessible à la banque alimentaire et autre.

L'association connaît des limites dans sa capacité à :

- Répondre à l'ensemble des sollicitations
- Redistribuer le jour même, les dons de gros volume (don peu fréquent dit de « crise »: grève etc.)

Dans le cadre de son développement 2024, le chainon manquant travaille sur :

1. Meilleure organisation des livraisons avec des circuits différenciés entre circuit classique et de « crise » .
2. Test d'un stock tampon – mise à disposition d'une chambre froide par la commune de Mérignac
3. Atelier de reconditionnement – Travail sur la sortie du plastique et le passage au bac inox – via le local de Mérignac.
4. Mise en place de partenariats avec d'autres associations dans le cas de gros volume exceptionnel pour avoir une solution logistique partagée

D'autres outils existent pour réaliser cette logistique du don basé sur une rémunération via la défiscalisation des dons.



Atelier 3 : Quels sont les leviers d'aujourd'hui pour améliorer en quantité et en qualité les dons récupérés par les associations

Animateur : Carla QUIVIGER – Bordeaux Métropole / Co-animateur : Thierry HOFER – Terres d'Adèle

Objectif de cet atelier :

- Réfléchir collectivement aux freins et aux leviers, partenariats potentiels pouvant être développé ou montée en puissance sur le territoire pour améliorer en quantité mais aussi en qualité (c.a.d vers plus de produits frais, choisis, locaux et issus au maximum de filières durables) le don alimentaire auprès des associations.

Les enjeux aujourd'hui pour le don :

- Diminution en quantité des dons du côté de la GMS avec la mise en place des corner « anti-gaspi »
- Concurrence avec des plateformes anti-gaspi où des potentiels dons sont redirigés vers des ventes à moindre coût
- Concurrence entre associations
- Faible qualité nutritionnelle de certains dons
- Absence de choix des bénéficiaires
- Sur sollicitation des donateurs

Qu'est-ce que les acteurs mettent derrière qualité ?

- Favoriser les produits frais
- Assurer l'équilibre alimentaire
- Éviter l'ultra-transformé
- Renforcer la place du bio



Les leviers à disposition :

Diversifier les sources d'approvisionnement <i>Certains acteurs ont insisté sur le besoin de travailler sur la qualité des produits et donc de se tourner plus vers ceux qui produisent ce type de produits : producteurs, restauration collective et privé, etc.</i>	Améliorer la qualité des dons existants
<p><i>Développer plus de lien avec les producteurs du territoire</i> (Sujet abordé mais pas traité en profondeur, car il est traité dans un autre atelier)</p> <p><i>Point d'alerte SICA maraîchère : le territoire girondin est faible en productions agricoles et vaste (donc difficile pour la logistique), notamment en F&L. La structuration d'une filière de don agricole à cette échelle ne serait sûrement pas intéressante car les volumes sont trop faibles donc il faut aller au-delà des frontières administratives.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer une filière de dons en circuits courts pour obtenir des produits frais : fruits et légumes en grandes parties - Mettre en place des mesures (financières ?) pour encourager les producteurs à donner aux associations et épiceries solidaires - Démocratiser l'initiative des paniers solidaires (financement MSA/CAF de paniers auprès de la SICA Maraîchère dont la composition est choisie par les structures d'aide alimentaire : Resto du cœur + Secours Populaire) - Renforcer les partenariats entre les grossistes/ producteurs du MIN avec les associations de précarité alimentaire <p>Aujourd'hui trois associations collectent déjà sur le MIN : Gargantua, la Banque Alimentaire et le Resto du cœur- Bègles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passer par des facilitateurs pour renforcer les dons agricoles – activité de SOLAAL (facilitateur du don agricole/alimentaire) qui ont la capacité d'atteindre les acteurs agricoles (producteurs, coopératives, etc.) <p><i>Focus activités de SOLAAL :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Accompagnement gratuit du donateur éléments administratifs, mais aussi de la logistique (via du mécénat) pour favoriser le don o Rôle de pédagogie auprès des donateurs sur la qualité des dons et son conditionnement. <p><i>Travail avec les artisans et les agroalimentaires dont les produits répondent aux exigences de 'qualité'</i></p>	<p><i>Améliorer les dons des Grande Moyenne Surface (GMS)</i></p> <p>Constat : <i>Problématique des dons « impropres », les associations jettent les dons de mauvaise qualité de la GMS : déplacement des déchets de la GMS vers les associations avec un coût humain et financier important pour celles-ci. Aujourd'hui le traitement des déchets issus des dons alimentaires représente 400€/tonnes, coût qui finit à la charge des associations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler sur le démarchage et la sensibilisation sur la qualité des dons auprès de la GMS <ul style="list-style-type: none"> o Plus grande implication des distributeurs dans les travaux du CAA o Former les opérateurs de la GMS sur la qualité des dons o Proposer des outils de formation pour les commerces - Former les bénévoles aux exigences vis-à-vis des dons (déjà réalisé par la banque alimentaire)



<p><i>Développer le don avec la restauration collective</i> (sujet abordé mais pas traité en profondeur, car il est traité dans un autre atelier)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formaliser des procédures de don pour la restauration collective - Identifier les partenaires donateurs/receveurs - Travailler avec la DDP sur les autorisations autour de la remise en température des plats donnés - Développer une initiative d'ouverture du restaurant scolaire en soirée pour un repas solidaire 	<p><i>Travailler sur l'amélioration de la qualité des collectes (auprès du grand public)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les associations de l'aide alimentaire travaillent en amont avec la GMS les jours de collecte, et font parvenir une liste exhaustive de leurs besoins. (Resto du cœur, Banque Alimentaire) - Cette liste pourrait être plus orientée vers une qualité de produits : marque de riz à privilégier etc.
Transformation/Logistique	Renforcer la sensibilisation des publics, l'implication des publics et des citoyens
<p><i>Valoriser le don pour le rendre accessible</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire un atelier de transformation pour le don - Déployer des ateliers culinaires solidaires, et apprendre aux bénéficiaires à cuisiner les produits donnés <p>Organiser l'ensemble de la chaîne : ramasse – distribution -cuisine – repas</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enjeu d'éducation alimentaire : <i>comment cuisiner les produits donnés ? Comment travailler à l'équilibre des repas ?</i> <p><i>La sensibilisation des bénéficiaires doit s'intégrer dans une dynamique de sensibilisation de l'ensemble des citoyens</i></p>	<p><i>Place des mangeurs/bénéficiaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des mangeurs et des bénéficiaires dans ce travail sur les approvisionnements - Relier don/ envie des mangeurs : Offrir le choix, et échanger sur les attentes des associations <p><i>Question sur les produits non consommés par les bénéficiaires pour des raisons culturelles, etc.</i></p>
<p><i>Travailler sur la logistique du don alimentaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Déployer des outils à disposition sur le territoire comme proxidon <p><i>Point de vigilance :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Cet outil peut renforcer l'aspect concurrentiel entre associations o Besoin d'assurer un suivi important des dons pour certifier la qualité <ul style="list-style-type: none"> - Structurer la logistique des dons : important que cet outil réponde aux contraintes des donneurs et des associations - Travailler à la mutualisation des moyens pour la livraison des dons/ Favoriser les synergies entre associations = mutualisation des moyens + permet de limiter la sursollicitation auprès des donateurs - Besoin d'agilité : Pouvoir récupérer auprès des « gros récupérateurs de dons » (Banque alimentaire), leurs excédents qu'ils n'arriveront pas à écouler dans les temps (J+2, vendredi, lundi, etc.) - Développer des points logistiques pour permettre aux associations de récupérer leurs dons - Créer une zone tampon avec une chambre froide pour favoriser le stockage des produits frais 	<p><i>Développer le glanage solidaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser un glanage solidaire en intégrant les citoyens de la métropole/ Faire des nouvelles participations des donateurs comme les potagers ou vergers citoyens - Valoriser les donateurs et leurs dons - Organiser des chantiers participatifs de glanage chez les producteurs, pour leur enlever la ramasse des charges <p>S'appuyer sur des initiatives qui existent déjà : La Rochelle</p>



Atelier 4 : Quelles sont les initiatives de solidarité alimentaire au sein du système agricole et alimentaire local ?

Animateur : Alec DE BOUILLANE – Bordeaux Métropole

Objectif de cet atelier :

- Dégager l'ensemble des initiatives sur le territoire sur la solidarité alimentaire afin de mettre en valeur les acteurs et leurs travaux
- Dégager les axes de travail pour une « meilleure valorisation des initiatives de solidarité alimentaire de Bordeaux Métropole »

PRODUCTION AGRICOLE	TRANSFORMATION SOLIDAIRE
<p>La p'tite ferme / Les petits cageots La ferme deux bouts (territoire de la Cal) Les incroyables comestibles Programme d'1 millions d'arbre Action de glanage solidaire Jardins nourriciers Le bocal local La cuvée des écolos</p> <p>Futur jardin productif de Local'attitude</p>	<p>La Miam – Centre social Bordeaux Nord Camion cuisine mobile – Banque alimentaire de Gironde Conserverie mobile de Mérignac (Commer) La bulle – conserverie mobile (aujourd'hui en Sud Gironde mais souhaite se développer sur la métropole).</p> <p>Restaurant solidaire : Projet en cours sur le territoire : SMEJ, Episol Pessac Le Garage moderne Le petit parc</p> <p>Volet insertion : Les confitures solidaires – Echanges Nord Sud Marie Curry (service restauration et traiteur) Entr'autres La marmite traiteur Envol33</p>
<p>Des idées de projets :</p> <ul style="list-style-type: none">- Favoriser l'autoproduction et la distribution des surplus- L'intégration des bénéficiaires dans la production alimentaire (atelier d'insertion,)- Mettre en place des mesures financières pour acheter des productions auprès des producteurs locaux pour les donner à l'aide alimentaire	



APPROVISIONNEMENT/ LOGISTIQUE ALIMENTAIRE	NOUVELLES FORMES DE DISTRIBUTION SOLIDAIRE (restaurant solidaire, marché solidaire, etc.)
<p>SICA maraichère, via un financement MSA+CAF fourniture de produits locaux auprès du Secours Populaire et des Restos du cœur - Paniers solidaires + travail avec des épiceries solidaires sur l'achat</p> <p>Frigos zéro gaspi - CREPAQ</p> <p>Frigos partagés – commune de Mérignac</p> <p>Le chainon manquant</p> <p>Proxidon</p> <p>Récupération par les Resto du cœur, la banque alimentaire, et Gargantua des invendus du MIN de Bordeaux Brienne</p>	<p>Projet épicerie mobile solidaire – commune de Bassens en lien avec Graines de solidarité</p> <p>Epicerie solidaires</p> <p>Hop hop food</p> <p>Equipage solidaire</p> <p>Linkee</p> <p>VRAC</p> <p>Panier suspendu – AMAP</p> <p>Supercoop</p>
<p>Des idées de projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structuration d'une filière de don des surplus de la restauration collective 	<p>Des idées de projets :</p> <p>Utilisation des réseaux sociaux comme outil de mise en relation entre bénéficiaires et donateurs : Wanted Community - Bordeaux</p>

SENSIBILISATION ET SOLIDARITÉ	DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE
<p>Animation proposée par VRAC : Ateliers cuisine, vélo popote, etc.</p> <p>Ateliers cuisines organisés par les épiceries ou les habitats jeunes</p> <p>E-graine</p> <p>Agrobio Gironde – Défi foyer alimentation positive</p> <p>Promotion santé – Petits cabas</p>	<p>Sécurité sociale de l'alimentation en Gironde</p> <p>Sécurité sociale de l'alimentation étudiante – CREPAQ + la Gemme</p>



MUTUALISATION, COOPÉRATION, COORDINATION, GOUVERNANCE	OUTILS DE CARTOGRAPHIE – GUIDE DE LA SOLIDARITE ALIMENTAIRE
<p>Relai popote – CCAS de Bordeaux</p> <p>Réseau GALAS</p> <p>Groupe de travail multi partenarial autour de la solidarité alimentaire – porté par des CCAS de la Métropole (Bordeaux, Pessac, etc.)</p> <p>Office de Tourisme - Programme d'accompagnement à la transition et vers le don alimentaire</p> <p>Le carillon – la cloche association</p>	<p>Ressources - Guide :</p> <p>Guide des initiatives anti-gaspi - CREPAQ</p> <p>Guide du don alimentaire – SOLAAL</p> <p>Cartographie des initiatives :</p> <p>Soliguide</p> <p>Carteco</p>
<p>Inspiration :</p> <p>Collectif action solidaire – réseau de 40 associations de la solidarité internationale et locale basé à la Rochelle</p> <p>Solidaren – espace de mutualisation d'échanges lutte contre la précarité à Rennes</p>	<p>Des idées de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un événement autour de la solidarité alimentaire - Un leboncoin solidaire – Inspiration La Rochelle



ANNEXE – LISTE DES PARTICIPANTS

Nom	Prénom	Structure	
AÏCAGUER	Raphaël	Conservatoire des Races d'Aquitaine	
ALARCON	Margaux	INRAE	
ALBERT	Justine	Bordeaux Métropole	
ARDILEY	Magali	Chambre d'Agriculture de Gironde	
ARNAUD	Frédéric	Ville de Pessac	
BAGILET	Christophe	Ville de Floirac	
BAROUD	Emmanuelle	DRAAF Nouvelle-Aquitaine	
BARRILLON	Elsa	Bordeaux Métropole	
BARTHES	Fabien	Ville de Gradignan	
BELLINI	Myriam	CCAS de Pessac	
BELPERRON	Serge	Ville de Mérignac	
BENISTY OVIEDO	Julie	Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole	
BEYRIS DUVIGNAU	Apolline	Bordeaux Métropole	
BIANSAN	Cécile	Les Insatiables	
BILGOT	Jean-Philippe	SICA Maraîchère Bordelaise	
BOCHINGER	Fanny	Bordeaux Métropole	
BOISSERIE	Thomas	Les Nouvelles Fermes	
BOUDIER	Laura	DAT Haute-Gironde	
BOUDIGUE	Gregory	Ville de Gradignan	
BOURGEOIS	Aude	e-graine NA	
BOUTOU	Olivier	AFNOR	
BOUTRY	Marie	Bordeaux Sciences Agro / INRAE	
BOUVIER	Ghislaine	Ville de Mérignac	
BOZZO-REY	Mérim	CCAS FLOIRAC	
BRETHEAU	Bertille	Conserverie Mobile et solidaire de Mérignac	
BREZILLON	Anne	Banque Alimentaire Bordeaux Gironde	
BRUN	Daniel	Secours populaire - Floirac	
CAMARINHA FÉLIX	Valdemar	Ville de Lormont	
CARTON DE WIART	Nathalie	CCAS de Cenon/ responsable épicerie	
CASABIANCA	Olivier	CCAS de Bègles	
CASENAVE	Anne	GPV Rive Droite	
CHATAIGNIER	Agathe	Union Saint Bruno	
CHAUVIN AUDIBERT	Isabelle	Conseil Départemental de Gironde	
CHEVAUCHERIE	Martine	Ville de Floirac	
CHINO	Alexandre	Cuisine Centrale Villenave d'Ornon	Excusé
CHRAIBI	Mehdi	Saluterre	
COCULET	Gaëlle	Bordeaux Métropole	
COHEN	JJ	Banque Alimentaire Bordeaux Gironde	
COHEN-LANGLAIS	Amélie	Ville et CCAS de Bègles	



CONANT	Bernard	Secours populaire - Bègles	
COUVERT	Willy	La cuvée des écolos	
DA VEIGA	Sonia	SOLAAL	
DAL MOLIN	Sylvia	CREPAQ	
DARTIGUE	Stéphanie	Le Bocal Local	
DARTIGUES	Sandra	Ville D'Eysines	
DE BOUILLANE	Alec	Bordeaux Métropole	
DE CARRÈRE	Agnès	La Coopération Agricole Nouvelle-Aquitaine	
DELHEZ	Jocelyne	EM-France	
DÉSIRÉ	Valentin	Ville de Saint-Médard-en-Jalles	
DUCAU	Cathy	La passerelle	
DUCLER	Lucile	Servi en Local	
DU COURS	Alizé	Le Chainon Manquant	
DUMARTIN	Pierre	Conseil Départemental de Gironde	
DUPORT	Clement	CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	
DURIEU BLANC	Emmanuel	Linkee Bordeaux	Excusé
FILLEAU	Marie Hélène	Ville de Cenon	
FIZE	Françoise	Ville de St Médard en Jalles	
FONTANA	Margot	e-graine NA	
FORTIN	Emma	Agrobio Gironde - Bio Nouvelle Aquitaine	
FROUIN-LASSAC	Maxime	Union Saint-Bruno	
GODEFROY	Catherine	Bordeaux Métropole	
GRECH	Aurore	CCAS de Blanquefort	
HAMAIDI	Najoua	Bordeaux Métropole	
HELLEISEN	Pierre	Collège Fontaines de Monjous	
HOFER	Thierry	Jeunesse Habitat Solidaire - Terre d'ADELES	
JEHAN	Arnaud	Jeunesse Habitat Solidaire	
JOUBERT	Astrid	Bordeaux Métropole	
JOURDAIN	Richard	Epicerie sociale de Bègles	
KENNOUSS	Anissa	Conseil Départemental de Gironde	
KOCIEMBA	Valerie	Ville du Taillan Medoc	
KUSTER	Jérémy	VRAC	
L	Christine	Colibris Bordeaux	
LAUBEUF	Marie Pierre	Bordeaux métropole	
LEBON	Florence	CCAS MERIGNAC	
LEMAIRE	Lisa	CdC Montesquieu	
LESBATS	Corine	Ville d'Artigues-près-Bordeaux	
LEYRIT	Laura	MAMMO	
LOBERA	Dominik	Local'Attitude	
LOIRAT	Coralie	VRAC	Excusée
LOPPÉ	Amandine	ATIS	
MADET	Nicolas	Ville de Bègles - cuisine centrale	
MALLET	Grégory	Ville de Villenave D'Ornon	
MEYER	Judith	SOLAAL	
MEYER	Eric	Mairie de BEGLES	

MORAN	Matthieu	Chambre d'Agriculture de Gironde	
MURARO	Victoria	CCAS Ambès	
NICOLAS	Dominique	CREPAQ	
OLIVES	Océane	La Coopération Agricole Nouvelle-Aquitaine	
ORY-MAMERT	Natacha	CCAS Blanquefort	
PALLUAULT	Jérôme	Ville de Libourne	
PAPADATO	Patrick	Bordeaux Métropole	
PHOSTEIN	Lisa-Marie	Ville de Saint-Médard-en-Jalles	
PICHARDIE	Pierre	Régie MIN Bordeaux	
PIETTE	Nathalie	Equipage Solidaire	
PINEAU	Simon	Sodexo	
POIROT	Marie	Ville de Bordeaux	
POLETTI	Margot	Association 3AR	
POUGET	Clara	INRAE/Bordeaux Sciences agro	
PRIVAT	Stéphanie	Conseil Départemental de Gironde	
QUIVIGER	Carla	Bordeaux Métropole	
RODRIGUEZ	Gabrielle	LIA	
SALIS	Christine	CCAS de Lormont	
SCOUARNEC	Morgane	CCAS de Bordeaux	
SERES	Claire	Bordeaux Métropole	
SOUCAZE-GUILLOUS	Anthony	Mairie Le Taillan-Médoc	
TALES	Jean-Marc	Banque Alimentaire Bordeaux Gironde	
THOMAS	Joel	Restos du Cœur Gironde	
TORLOIS	Sylvain	CCAS Villenave d'Ormon	
TREVISE	Martine	Resto du cœur - Bègles	
VANDERBECKEN	Nadège	GPV Rive Droite	
VIEU	Sylvie	Mairie de Pessac	
VILBERT	Caroline	CCAS Bordeaux	
WERNERT	Jérôme	Terre de Liens	
WIDLOCHER	Marie Agathe	Saluterre	

